Ni statu quo (décret Darcos), ni bricolage (décret Peillon)
L'Ecole mérite une vraie ambition !

Mardi 12 février, appel national à la grève pour :

- **la réécriture du décret sur les rythmes**
- de vrais **temps de concertation**
- **la consultation des conseils d'écoles** sur l'organisation de la semaine scolaire
- **l'abandon des APC** ou de toute autre forme déguisée de l'APE
- **une dotation de 326 postes** pour améliorer le taux d'encadrement, le remplacement, la formation continue et l'aide aux élèves en difficulté (RASED), la direction d'école et le « Plus de maîtres que de classe »
- **une politique publique de l'Etat** permettant d'assurer sur toutes les communes la qualité et la gratuité des temps périscolaires (projet, taux d'encadrement...)

Nous voulons une réforme, mais pas celle-là !

Pas sur le dos des élèves :

- une très faible réduction du temps de classe par journée
- plus de temps CLAE avec des taux d'encadrement dégradés : passage de 10 à 14 pour un animateur en maternelle et de 14 à 18 en élémentaire (cf lettre de Peillon aux maires)
- l'alternance 7 semaines/ 2 semaines abandonnée face au lobby du tourisme et de l'Eglise
- un même rythme journalier imposé de la TPS au CM2.
- des activités périscolaires après la classe dont la gratuité et l'existence ne sont plus garanties selon les communes

Au final, les élèves passeront le même temps à l'école mais dans de plus mauvaises conditions.

Pas sur le dos des enseignantEs :

- pas de baisse du temps de travail et donc aucune reconnaissance du travail invisible effectué par les enseignants (16h en moyenne par semaine)
- tous les mercredis matins travaillés en plus sans aucune compensation financière acceptable.
- Soirées et mercredis après-midi occupés par les concertations et les animations pédagogiques.
- la mise en place de l'APC (Aide Pédagogique Complémentaire), en lieu et place de l' aide personnalisée pourtant massivement rejetée par la profession...
- la mainmise des collectivités territoriales sur le contenu des activités pédagogiques par le biais du Projet Educatif Territorial.
- la possibilité pour les mairies de décider d'une organisation scolaire sans, voire contre, l'avis du conseil d'école.

Au final, les enseignants passeront plus de temps à l'école, avec des concertations en fin de journée et les mercredis après-midi. Ces temps perdront en qualité de réflexion, d'élaboration et d'analyse, et tout cela au détriment des élèves qui pâtiront de cette situation.

Dotation carte scolaire à revoir : 0 postes pour le Tarn !

Qui dégrade les conditions d'apprentissage des élèves !
Qui dégrade les conditions de travail des enseignants !

- qui conduira à **une augmentation des effectifs** par classe
- qui ne permettra **pas le retour des rased** dans les écoles
- qui ne permettra pas de créer **des postes de titulaires remplaçants**
- qui ne permettra pas de développer les dispositifs « **plus de maîtres que de classes** » et **la scolarisation des moins de trois ans,** « mesures phares de la refondation Peillon »
- qui n'améliorera pas le peu de **formation continue**
- qui ne répondra pas aux **besoins de formation initiale** en termes de postes de PEMF

Pour une vraie refondation de l'Ecole, le SNUipp-FSU estime les besoins pour le Tarn à 326 postes :

- **81 postes** pour qu'aucune école n'ait une **moyenne supérieure à 25 élèves** par classe (calcul fait à partir des prévisions du DASEN)
- **38 postes RASED** pour reconstituer 18 antennes RASED complètes avec 1 maître G, 2 maîtres E et 1 psychologue scolaire
- **32 postes de remplaçantEs** pour reconstituer une brigade de remplacement formation continue, soit 2% du nombre d'enseignantEs total du département (retrouver l'existant d'il y a 20 ans)
- **75 postes** pour revenir à un taux de scolarisation de 50 % des **enfants de moins de 3 ans**
- **50 postes** pour les **décharges de direction** (décharge complète à partir de 10 classes, demi-décharge de D6 à D9, quart de décharge de D2 à D5 et demi-journée de décharge pour les D1)
- **50 postes** comme 1ère étape de la mise en place du « **Plus de maîtres de classe** » **version SNUipp-FSU**, pour aller vers à terme 250 postes correspondant à 1 maître supplémentaire pour 5 classes.

Toutes et tous en grève le mardi 12 février

⇒ Pour exiger des conditions d'enseignement et de travail décentes pour les élèves et les enseignants

⇒ Pour une vraie refondation de l'Ecole

FSU Fédération Syndicale Unitaire